

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DECISIONS DU MAIRE

AVRIL 2021

DEC_2021_10	DÉROGATION TARIFAIRE SPECTACLE ASSOCIATION LES ZACROB_ARTISTES	1
DEC_2021_11	DEMANDE DE SUBVENTION FONDS SPÉCIALE LECTURE	2
DEC_2021_12	DEMANDE DE SUBVENTION À LA D.R.A.C DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE AU TITRE DE « C'EST MON PATRIMOINE ! » ÉDITION 2021	3
DEC_2021_13	MODIFICATION RÉGIE DE RECETTES ET AVANCES BIBLIOTHÈQUE	4-5
DEC_2021_14	LOUAGE DE CHOSES BC-LAB_DU 01_06_2021 AU 31_12_2021	6-10
DEC_2021_15	INDEMNITÉ SINISTRE CENTRE DE LOISIRS DU PLATEAU_PROTOCOLE D_ACCORD TRANSACTIONNEL AVEC LA SMACL	11-13

N° DEC_2021_10

DÉCISION DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,
Vu la délibération n° DEL_2021_008 du 1^{er} février 2021 « Saison culturelle – Mise à jour des conditions générales de vente des billets de la saison culturelle et des conditions générales de vente en ligne ».

Considérant l'existence d'une convention de co-réalisation entre la Ville de Chenôve et l'association Les Zacrob'artistes ayant pour objectif l'organisation de deux représentations du spectacle « De Temps en Tant » les jeudi 20 mai et vendredi 21 mai 2021,

Considérant la labellisation de l'association Les Zacrob'artistes comme association étudiante par l'Université de Bourgogne,

Considérant l'intérêt d'ouvrir plus largement ces représentations à un public étudiant .

DÉCIDE**Article unique :**

De fixer à titre exceptionnel le tarif étudiant à 7,50€, au lieu du tarif réduit habituel, pour les deux représentations payantes de l'association Les Zacrob'artistes, à savoir les jeudi 20 mai et vendredi 21 mai 2021 à 20h00 au Cèdre.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 06/04/2021
Qualité : Maire

N° DEC_2021_11**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

DÉCIDE**Article unique :**

De solliciter une subvention de 5 000 € auprès du Conseil Départemental de la Côte-d'Or au titre du Fonds Spécial Lecture (F.S.L).

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD
Date : 15/04/2021
Qualité : 1ère Adjointe par
délégation de Maire

N° DEC_2021_12**DÉCISION DU MAIRE****Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

Considérant l'appel à projet « C'est mon patrimoine ! » porté par le Ministère de la Culture,
Considérant l'engagement de la ville de Chenôve au titre de l'éducation artistique et culturelle.

DÉCIDE**Article unique :**

Une demande de subvention de 6 000 € est sollicitée à la Direction Régionale des Affaires Culturelles de Bourgogne-Franche-Comté au titre du dispositif « C'est mon patrimoine ! », édition 2021.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD
Date : 15/04/2021
Qualité : 1ère Adjointe par
délégation de Maire

DÉCISION DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020,
Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment l'article 22,
Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux,
Vu l'arrêté n° 12 du 12 août 1985 portant création de la régie de recettes « Bibliothèque », transformée en régie de recettes et d'avances « Bibliothèque » par l'arrêté n° 95 du 19 septembre 2012, modifié par l'arrêté n° 75 du 15 septembre 2014 ainsi que la décision n° DEC_2018_15 du 09 juillet 2018,
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 16 avril 2021.

DÉCIDE**Article 1 :**

Dans le cadre des nouvelles modalités de gestion des espèces dans les régies des collectivités locales, le régisseur sera désormais tenu de verser, auprès de la Banque Postale, le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé par arrêté n°95 du 19 septembre 2012 et au minimum une fois par trimestre, à compter du 1^{er} mai 2021.

Article 2 :

Les autres articles restent inchangés.

Article 3 :

M. le Maire de la commune de Chenôve et Mme le Comptable public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.

Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 30/04/2021
Qualité : Maire

DÉCISION DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020,

Considérant qu'en raison de la pandémie de COVID-19, la ville de Chenôve a été sollicitée par l'Agence Régionale de Santé pour mettre à disposition un local à destination du groupe BC-LAB, pour l'installation d'un centre provisoire de prélèvement COVID-19, depuis le 1^{er} décembre 2020 et qu'il convient de prolonger cette mise à disposition compte tenu du contexte sanitaire actuel,

Considérant que la commune consent une occupation précaire des locaux de l'escalier Charcot, soit 155 m², sis avenue du 14 Juillet à Chenôve (21300),

Considérant qu'il relève notamment de la compétence du Maire, dans les limites déterminées par le Conseil municipal, de décider du louage de choses.

DÉCIDE**Article 1 :**

D'autoriser le groupe BC-LAB à occuper le bien ci-dessus désigné, pour la période allant du 1^{er} juin 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2 :

De fixer le montant de la redevance mensuelle à 500 €.

Article 3 :

Une convention entre la ville de Chenôve et le groupe BC-LAB, signée le 29 avril 2021, constate cette mise à disposition.

Article 4 :

Monsieur le Maire et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 30/04/2021

Qualité : Maire



Convention de mise à disposition de locaux

Entre

La Ville de Chenôve

2 place Pierre Meunier
21300 CHENÔVE

Représentée par Monsieur Thierry FALCONNET agissant en qualité de Maire, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020.

N° S.I.R.E.T. : 212 101 661 000 16

Ci-après dénommée *La Ville de Chenôve*,

Et

Le groupe BC-LAB

14, rue Marguerite Yourcenar
21300 DIJON

Représentée par le docteur Norbert DESBIOLLES.

N° S.I.R.E.T. : 330 753 336 00040

Ci-après dénommé *BC-LAB*,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

La crise sanitaire de la COVID-19 sévit en France depuis le début de l'année 2020. Les centres de prélèvement COVID-19 se multiplient sur le territoire national dans le but de dépister au maximum la population et d'endiguer au mieux et au plus vite l'épidémie.

C'est dans cette optique que la ville de Chenôve a été sollicitée en novembre 2019 par l'Agence Régionale de Santé pour mettre à disposition un local à destination du groupe *BC-LAB*, pour l'installation d'un centre provisoire de prélèvement COVID-19, à l'escale Charcot depuis le 1^{er} décembre 2020.

Au vu du contexte sanitaire encore incertain, il est nécessaire de prolonger la mise à disposition pour le centre de dépistage, dont la date de fin de la première convention est fixée au 31 mai 2021.

IL EST PAR CONSÉQUENT ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Mise à disposition des locaux

La Ville de Chenôve met à disposition de **BC-LAB** un local de 155 m² « Escale Charcot », en l'état, situé avenue du 14 Juillet à CHENÔVE (21300), composé d'une salle d'exposition de 97,15 m², de sanitaire de 6,28 m² ou encore d'un bureau de 15,14 m² (plan annexé à la présente convention).

Article 2 : Conditions d'utilisation des locaux mis à disposition

BC-LAB utilisera le bien conformément à la destination dudit bien et aux activités du laboratoire telles qu'elles ressortent de son objet, à savoir un centre de prélèvement COVID-19.

BC-LAB répond de toutes les détériorations survenant par suite d'abus de jouissance, soit de son fait, soit du fait d'un tiers.

BC-LAB supporte toutes les réparations qui deviendraient nécessaires par suite des dégradations résultant de son fait ou de celui d'un tiers.

BC-LAB s'engage à respecter la tranquillité et la sécurité de son voisinage.

La Ville de Chenôve est tenue de livrer un local en état d'usage.

Article 3 : Durée de la convention et horaires d'ouverture du centre à la population

La présente convention est conclue pour une durée de 7 mois, du 1^{er} juin 2021 au 31 décembre 2021. À l'issue, une nouvelle convention pourra être établie à la demande de **BC-LAB**, par demande écrite au moins 15 jours avant la fin de la présente convention.

Article 4 : Conditions financières et frais de structure

Le local susvisé est mis à disposition de **BC-LAB** moyennant le paiement d'un loyer mensuel forfaitaire de 500 € (cinq-cents euros), incluant l'ensemble des charges (électricité, eau, ...).

BC-LAB recevra un titre appelé « *Avis des sommes à payer* ». Il se libérera des sommes dues à terme échu de la présente convention. Tous les paiements sont à effectuer à la trésorerie municipale de la Ville de Chenôve, chargée du recouvrement.

BC-LAB prend à sa charge le nettoyage des locaux ainsi que les frais de fonctionnement inhérents à son activité.

Article 5 : Assurances – Conditions d'occupation

BC-LAB s'engage à tenir le local en bon état, à souscrire toutes assurances pour ses membres et toute personne présente dans les locaux, concernant les risques encourus en sa qualité d'occupant ainsi qu'en sa qualité d'entité organisatrice. **BC-LAB** produira, dès la signature de la présente convention, à **la Ville de Chenôve** les attestations correspondantes, sans que cette dernière ait besoin d'en faire la demande. Le contrat d'assurance souscrit par **BC-LAB** est global et porte notamment sur les garanties suivantes : responsabilité civile suite à dommages corporels et matériels, dommages aux biens, défense et recours, indemnités des dommages corporels, manifestations spécifiques.

La Ville de Chenôve déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les responsabilités pouvant lui incomber en sa qualité de propriétaire non occupant.

Article 6 : État des lieux

Les parties conviennent de se dispenser d'un état des lieux, **BC-LAB** déclarant connaître et avoir visité le local qui accueille l'activité.

Article 7 : Résiliation – Fin anticipée de la convention

Si l'une quelconque des parties à la présente convention ne respecte pas l'un des engagements stipulés aux présentes, la partie lésée pourra mettre fin de plein droit à la présente convention après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception de mise en demeure restée sans effet.

En cas d'accord amiable, les parties peuvent mettre fin de façon anticipée à la présente convention.

Toute résiliation est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas de nécessité absolue, et pour motifs d'intérêt général, la **Ville de Chenôve** pourra être contrainte à mettre fin à la présente convention. Pour autant, aucune indemnité ne sera demandée par **BC-LAB** et la **Ville de Chenôve** ne sera aucunement tenue de trouver un nouveau local à **BC-LAB**.

Article 8 : Règlement des litiges

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention relèveront du tribunal compétent de Dijon.

Fait à Chenôve, le 29 avril 2021.

En deux exemplaires originaux

Pour la Ville de Chenôve

Le Maire,



Monsieur Thierry FALCONNET

Pour le groupe BC-LAB

Le représentant,

SELAS BC-Lab

RCS DIJON 330 753 330
14 rue Marguerite Yourcenar
21000 DIJON

Monsieur Norbert DESBIOLLES

N° DEC_2021_15

DÉCISION DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n° DEL_2020_018 du Conseil municipal du 25 mai 2020 portant délégations de pouvoir au Maire,
Vu la délibération n° DEL_2021_031 du Conseil municipal du 29 mars 2021 portant modification technique de la délibération n° DEL_2020_018 du 25 mai 2020,

Considérant que dans le cadre de l'incendie qui a détruit partiellement le Centre de loisirs du Plateau le 13 mars 2020, une indemnité a été proposée par l'assureur de la Ville en 2020 (SMACL) et acceptée par la collectivité,
Considérant qu'il relève de la compétence du Maire, dans ses pouvoirs délégués par le Conseil municipal, de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes.

DÉCIDE**Article 1 :**

D'accepter l'indemnité proposée par la SMACL pour couvrir le sinistre relatif au Centre de loisirs du Plateau, d'un montant de 330 000 € TTC.

Article 2 :

Un protocole d'accord transactionnel entre la SMACL et la Ville de Chenôve, signé le 9 mars 2021, concrétise le versement de l'indemnité.

Article 3 :

Monsieur le Maire et Madame la Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations de la commune.

Communication sera donnée au Conseil municipal lors de sa prochaine réunion.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet de la Côte-d'Or.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET
Date : 30/04/2021
Qualité : Maire



PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

relatif au sinistre 2020130714E survenu le 13/03/2020
au CENTRE DE LOISIRS rue de la Combe 21300 CHENOVE

dossier

ENTRE

SMACL Assurances,

Société Mutuelle d'Assurance des Collectivités Locales,
Représentée par Frédéric BOINOT Inspecteur en exercice,
Et domicilié es qualité, sis 141 avenue Salvador Allende, 79031 Niort cedex 9,

D'une part,

&

la ville de CHENOVE

Représentée par M. Thierry FALCONNET, Maire en exercice et domicilié es qualité, Hôtel de ville 21300 CHENOVE

D'autre part

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ CE QUI SUIT PAR UN PRÉAMBULE QUI FAIT PARTIE INTÉGRANTE DE LA PRÉSENTE TRANSACTION

Depuis la Loi du 2 mars 1982 (CE, Section des travaux publics, avis n° 359996, 21 janvier 1997 - EDCE 1998, p 184), les collectivités territoriales peuvent librement transiger.

La circulaire du 7 septembre 2009 relative à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique encourage le recours à celle-ci tout en insistant sur les conditions auxquelles l'une et l'autre partie doivent s'obliger pour qu'elle soit valable.

La description du contexte contractuel, les raisons qui ont conduites les deux parties à s'engager sur la voie d'un protocole transactionnel, les concessions réciproques auxquelles celles-ci consentent, les modalités d'évaluation des dommages sont ici rappelées:

l'expertise conduite par M. BERGER expert du cabinet MEDEO pour SMACL Assurances et M. MATHIAS expert d'assuré du cabinet SEA EXPERTISES pour la ville de CHENOVE a permis d'arrêter contradictoirement les dommages.

A l'issue de ces opérations d'expertise, un accord transactionnel, global, forfaitaire et définitif, franchise déduite a été trouvé, et l'indemnité a été fixée à **TROIS CENT CINQUANTE MILLE EUROS**

LA COLLECTIVITÉ

PARAPHES

SMACL Assurances

FB

PAR CONSÉQUENT, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} INDEMNISATION DES DOMMAGES

La SMACL s'engage à verser à la ville de CHENOVE la somme de 350 000€, au titre de l'indemnisation du sinistre du 13/03/2020 constaté au CENTRE DE LOISIRS rue de la Combe 21300 CHENOVE.

Concernant les honoraires de votre Expert d'Assuré, SMACL procédera au paiement par délégation de la facture du cabinet SEA EXPERTISES pour un montant de 20 000€, déduit de la somme allouée à la ville.

Le versement des 330 000€ restant interviendra dans un délai de 15 jours, à compter de la signature du présent protocole.

Par ce règlement, SMACL Assurances sera subrogée dans les droits et actions de la ville de CHENOVE à l'encontre de tout responsable, en vertu de l'article L121-12 du Code des assurances

ARTICLE 2 EFFET DU PRÉSENT PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

Le présent protocole d'accord transactionnel est régi par les dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et se trouve revêtu, conformément aux termes de l'article 2052 dudit code, de l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

ARTICLE 3 DELIBERATION

Le présent acte devra faire l'objet d'une délibération de l'autorité compétente, qui lui fera prendre son plein et entier effet.

FAIT EN DEUX EXEMPLAIRES ORIGINAUX
A NIORT le 09 Mars 2021

Pour la ville de CHENOVE:

le MAIRE



Cachet et signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action ».

Pour SMACL Assurances :

Signature de son représentant légal précédée de la mention manuscrite « Lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action ».

lu et approuvé, bon pour transaction et renonciation à instance et à action.

